

**MESSAGE N° 254** 28 mars 2006  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**portant dénonciation du concordat concernant**  
**la Haute Ecole et le Centre de formation**  
**professionnelle de Wädenswil**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret portant sur la dénonciation du concordat concernant la Haute Ecole et le Centre de formation professionnelle de Wädenswil. Une dénonciation de ce concordat par le canton de Fribourg, à l'instar de ce qu'ont déjà fait ou de ce que feront tous les autres cantons concordataires, conduira *de facto* à l'abrogation du concordat. Cette abrogation permettra au canton de Zurich, qui reprendra les activités de l'Ecole de Wädenswil, d'y créer des structures de conduite claires, conformes à la nouvelle législation relative aux hautes écoles spécialisées. En effet, des concordats dits «concordats internes», tel celui de Wädenswil, empêchent l'exécution d'un tel projet. C'est ce qui justifie, en quelques mots, la dénonciation, puis l'abrogation du concordat de Wädenswil.

## 1. INTRODUCTION

L'Ecole de Wädenswil est issue du groupement, à partir de 1942, de diverses écoles créées grâce au financement de trois fondations, à savoir la Fondation de la mise en valeur technique des fruits (1942), la Fondation de la viticulture (dès 1950) et la Fondation de l'horticulture (dès 1970).

Le concordat du 14 mars 1974 concernant le *Technicum d'arboriculture, de viticulture et d'horticulture de Wädenswil* avait repris l'essentiel des prestations offertes par les fondations précitées. Il avait alors été conclu dans deux buts principaux: 1) donner à l'Ecole une base financière solide et 2) procéder à une concentration intercantonale des offres de formation. Le Conseil fédéral l'a approuvé en date du 18 août 1976 et le canton de Fribourg y a adhéré par décret du 1<sup>er</sup> avril 1983.

En raison de l'entrée en vigueur de la loi fédérale du 6 octobre 1995 sur les hautes écoles spécialisées (LHES), le Conseil de concordat a dû proposer, à Wädenswil, des filières d'études d'un niveau HES. C'est essentiellement la raison pour laquelle le Conseil de concordat a, par résolution du 5 février 1999, proposé de modifier le concordat sur les points principaux suivants: adapter le nom du concordat à son nouveau rôle; préciser la mission du concordat (avec mention explicite des nouvelles filières), fixer la possibilité pour l'Ecole d'adhérer à une haute école spécialisée, déterminer une nouvelle base de financement, etc. Cette modification partielle du concordat a été approuvée par décret du Grand Conseil fribourgeois en date du 18 novembre 1999. Le concordat porte ainsi, depuis la fin de l'année 1999, le nom de *concordat concernant la Haute Ecole et le Centre de formation professionnelle de Wädenswil*.

En application du concordat modifié (art. 4a du concordat; adhésion de la Haute Ecole à une solution intégrée) et des nouvelles règles en matière de hautes écoles spécialisées, un contrat de rattachement a été conclu avec le canton de Zurich. Grâce à cet accord, la Haute Ecole de Wädenswil est désormais partenaire de la haute école spécialisée zurichoise.

## 2. LES OFFRES DE FORMATION DE L'ÉCOLE DE WÄDENSWIL

Wädenswil est le site d'une haute école spécialisée (a) et d'un Centre de formation professionnelle (b).

a) La Haute Ecole de Wädenswil propose actuellement les filières d'études suivantes:

- biotechnologie;
- technologie alimentaire;
- ingénierie de l'environnement (éducation environnementale, horticulture, gestion de la nature, utilisation des plantes);
- facility management;
- un cursus de chimie sera en outre proposé à partir de l'automne 2006.

b) Le Centre de formation professionnelle de Wädenswil est un centre de compétence en matière de formation professionnelle et de formation continue. Actuellement, l'Ecole assure la formation professionnelle et dispense la culture générale nécessaire aux métiers suivants:

- techniciens et techniciennes alimentaires;
- horticulteurs et horticultrices, spécialité plantes vivaces;
- horticulteurs et horticultrices, spécialité pépinières;
- maraîchers et maraîchères;
- vigneron et vigneronnes;
- viticulteurs et viticultrices;
- tonneliers et tonnelières;
- dessinateurs et dessinatrices paysagers;
- arboriculteurs et arboricultrices.

Le programme de formation continue dispensé par le Centre de formation professionnelle comprend des séminaires, des cours spécialisés, des cours de préparation à des examens professionnels et des cours de préparation à des brevets de maîtres artisans.

Depuis le semestre d'hiver 2004/05, environ 600 étudiants et 350 apprentis sont formés à la Haute Ecole de Wädenswil, et 3000 personnes environ prennent part à des stages chaque année.

## 3. PERTE DE NÉCESSITÉ DU CONCORDAT

La création des hautes écoles spécialisées a engendré une situation spéciale pour l'Ecole de Wädenswil, car, dans le cadre de la réforme les concernant, les futures hautes écoles spécialisées étaient soumises à certaines contraintes, notamment en termes de dimension et de nombre d'élèves. Dès le départ, Wädenswil a donc dû se mettre à la recherche d'un partenaire afin, en particulier, de pouvoir poursuivre le développement de son école d'ingénieurs. Vu le site d'implantation de l'Ecole et l'origine géographique de la majorité des étudiants, la collaboration avec le canton de Zurich s'est imposée d'elle-même. Le contrat de rattachement conclu avec le canton de Zurich a fait de Wädenswil une Haute Ecole de la HES zurichoise, bénéficiant d'une certaine autonomie.

La collaboration de la Haute Ecole de Wädenswil avec le canton de Zurich permettra de mener à terme l'exécution des réformes exigées par la législation sur les hautes

écoles spécialisées, à savoir, notamment, la création de structures de conduite nettement définies.

A ce titre, l'Ecole de Wädenswil, en tant qu'école équivalant à une haute école zurichoise, voire en tant que domaine spécialisé de la future Haute Ecole zurichoise des sciences appliquées, sera à terme directement intégrée aux processus décisionnels. Le détour par le Conseil d'école et le Conseil de concordat n'aura donc plus de raison de subsister. De même, eu égard au rattachement précité, le financement se fera, lui aussi, via le budget des hautes écoles zurichoises.

La prise en charge totale de la Haute Ecole de Wädenswil par un canton unique permettra de lui octroyer la flexibilité indispensable pour créer les centres de compétence nécessaires et répondra en cela à l'une des exigences de la Confédération. Cela contribuera à assurer la pérennité de cette Ecole, très importante non seulement pour la Suisse alémanique, mais aussi, en particulier, pour certains élèves fribourgeois de langue maternelle allemande.

Pour cette Ecole, cet objectif ne saurait être atteint au cas où le concordat serait maintenu. Un statu quo risquerait même, à terme, de ralentir son développement. Il est donc nécessaire, dans l'intérêt du développement des structures d'enseignement en Suisse, de mettre un terme au concordat.

#### **4. DÉNONCIATION DU CONCORDAT – PROCÉDURE D'ABROGATION**

Le présent projet prévoit la dénonciation du concordat du 14 mars 1974 concernant la Haute Ecole et le Centre de formation professionnelle de Wädenswil. Ce concordat a été conclu pour une durée indéterminée (art. 1 al. 2) mais peut, aux termes de son article 14 al. 2, être dénoncé par chaque canton pour la fin d'une année, en observant un délai de deux ans. En l'espèce, et compte tenu des circonstances résumées ci-dessus, le problème du délai peut être envisagé autrement. En effet, au cours de sa session du 17 décembre 2004, le Conseil du concordat, en présence de tous les représentants des cantons concordataires et de la Principauté du Liechtenstein, a notamment pris la résolution selon laquelle le concordat du 14 mars 1974 devrait être abrogé avec effet au 31 décembre 2006. Cette résolution a été admise par tous les représentants des cantons concordataires.

Dans la mesure où le texte du concordat ne prévoit pas d'organe commun susceptible de le dénoncer, il a été convenu que chaque canton procéderait à la dénonciation selon le mode ordinaire propre à chaque canton à savoir, dans le canton de Fribourg, par le Grand Conseil. Lorsque le Conseil fédéral aura été informé de toutes les dénonciations, il considérera le concordat comme étant devenu sans objet, en d'autres termes, comme abrogé.

Le 31 décembre 2006 est considéré comme étant une date idéale pour cette abrogation, car elle permettrait une transition directe du concordat à la Haute Ecole zurichoise des sciences appliquées, qui devrait ouvrir ses portes à la rentrée universitaire 2007/08. C'est la raison pour laquelle il est proposé au Grand Conseil d'approuver cette dénonciation avec effet au 31 décembre 2006.

#### **5. INCIDENCES FINANCIÈRES**

##### **a) Pour les cantons**

Les cantons responsables – à l'exception du canton de Zurich – feront dans l'ensemble des économies, puis-

qu'ils ne devront *plus payer que* les contributions forfaitaires prévues par l'Accord intercantonal du 12 juin 2003 sur les hautes écoles spécialisées (AHES) pour chaque étudiant ou étudiante, ou des écolages dans le domaine de l'école professionnelle prévus par les dispositions conventionnelles et concordataires en la matière (cf.: la Convention scolaire régionale «CRS 2000» du 8 juillet 1999 concernant l'accueil réciproque d'élèves et l'Accord intercantonal du 27 août 1998 sur les écoles supérieures spécialisées «AESS»).

Les éventuels déficits d'exploitation seront à la charge du canton de Zurich. Des calculs effectués sur la base du budget 2005 ont par exemple laissé ressortir que ce canton, en tant qu'organe responsable, devra compter avec un surcroît de charges de quelque 3,8 millions de francs par an. Les autres cantons, jusque là responsables de par leur participation au concordat, seront libérés en proportion.

Les cinq dernières années, soit depuis 2001, le canton de Fribourg a versé au Concordat de Wädenswil une participation financière annuelle moyenne de 300 000 francs. Après l'abrogation du Concordat, soit dès l'année 2007, le montant approximatif qui sera versé par le canton de Fribourg au titre de contribution forfaitaire pour les étudiants et les écolages devrait approcher 245 000 francs par année (soit une économie de 18% environ). Il convient toutefois de relever que ce chiffre dépend du nombre d'élèves inscrits et sera donc sujet à fluctuations.

##### **b) Pour les étudiants**

En termes financiers, pour les étudiants, l'abrogation proposée ne provoquera quasiment pas de changement.

#### **6. CONSIDÉRATIONS DU CONSEIL SCOLAIRE ET DU CONSEIL DE CONCORDAT**

Le Conseil de concordat a entrepris, auprès des cantons, les démarches nécessaires pour que le concordat puisse être considéré comme abrogé au 31 décembre 2006 et pour que le transfert, au canton de Zurich, de sa responsabilité sur l'Ecole de Wädenswil puisse s'effectuer.

Au cas où, à défaut d'unanimité, le concordat ne pourrait pas être abrogé, le contrat de rattachement et de collaboration avec le canton de Zurich devrait être renégocié. Au regard des circonstances, le Conseil d'école estime toutefois peu probable qu'un des cantons responsables n'approuve pas la dénonciation.

Nous vous invitons à approuver le projet de décret en annexe.

#### **BOTSCHAFT Nr. 254 des Staatsrats an den Grossen Rat über die Kündigung des Konkordats betreffend Hochschule und Berufsbildungszentrum Wädenswil**

28. März 2006

Wir unterbreiten Ihnen hiermit einen Dekretsentwurf zur Kündigung des Konkordats betreffend Hochschule und Berufsbildungszentrum Wädenswil. Wenn der Kanton Freiburg dieses Konkordat kündigt, wie das die übrigen Konkordatskantone bereits getan haben oder noch tun werden, wird das Konkordat *de facto* aufgelöst. Dies ermöglicht es dem Kanton Zürich, der die Tätigkeiten der

Hochschule Wädenswil übernehmen wird, klare Führungsstrukturen zu schaffen, die der neuen Fachhochschulgesetzgebung entsprechen. So genannte «Binnenkonkordate», wie jenes von Wädenswil, würden dies verunmöglichen. Aus diesen kurz zusammengefassten Gründen ist eine Kündigung des Konkordats von Wädenswil und die daraus folgende Auflösung des Konkordats gerechtfertigt.

## 1. EINFÜHRUNG

Die Schule Wädenswil ist ab 1942 aus der Zusammenlegung verschiedener Schulen hervorgegangen, die dank der Trägerschaft dreier Stiftungen, der Stiftung «Technische Obstverwertung» (1942), der «Stiftung Weinbau» (ab 1950) und der «Stiftung Gartenbau» (ab 1970), gegründet werden konnten.

Mit dem *Konkordat vom 14. März 1974 betreffend Technikum für Obst-, Wein- und Gartenbau in Wädenswil* wurden die von den erwähnten Stiftungen erbrachten Leistungen im Wesentlichen von den beteiligten Kantonen übernommen. Das Konkordat wurde mit dem Ziel gegründet, die Schule auf eine finanziell solide Grundlage zu stellen. Ausserdem entsprach eine interkantonale Konzentration des Ausbildungsangebots einer Notwendigkeit. Der Bundesrat hat das Konkordat am 18. August 1976 genehmigt und der Kanton Freiburg ist ihm am 1. April 1983 beigetreten.

Mit dem Inkrafttreten des Bundesgesetzes vom 6. Oktober 1995 über die Fachhochschulen (FHSG) setzte sich der Konkordatsrat dafür ein, in Wädenswil Studiengänge auf Fachhochschulniveau anbieten zu können. Dies war der Hauptgrund dafür, dass der Konkordatsrat in einem Beschluss vom 5. Februar 1999 vorgeschlagen hatte, das Konkordat in folgenden Punkten zu ändern: der Name des Konkordats sollte entsprechend seiner neuen Bedeutung angepasst werden; die Zweckbestimmung des Konkordats sollte durch die ausdrückliche Erwähnung der neuen Studienrichtungen präzisiert werden, die Möglichkeit der Angliederung an eine Fachhochschule sollte ausdrücklich aufgeführt werden, es sollte eine neue Finanzierungsgrundlage geschaffen werden usw.... Diese Teilrevision des Konkordats wurde vom freiburgischen Grossen Rat am 18. November 1999 mit Dekret genehmigt. Seit Ende 1999 lautet der Name des Konkordats daher *betreffend Hochschule und Berufsbildungszentrum Wädenswil*.

In Anwendung des geänderten Konkordats (Art. 4a des Konkordats; Angliederung der Hochschule an eine Verbundlösung) und der neuen Regeln im Fachhochschulbereich wurde mit dem Kanton Zürich ein Angliederungsvertrag abgeschlossen. Dank diesem Vertrag ist die Hochschule Wädenswil nun Mitglied der Zürcher Fachhochschule.

## 2. DIE SCHULISCHEN ANGEBOTE IN WÄDENSWIL

Wädenswil ist Standort einer Hochschule (a) und eines Berufsbildungszentrums (b).

a) Die Hochschule Wädenswil bietet gegenwärtig die folgenden Studiengänge an:

- Biotechnologie;
- Lebensmitteltechnologie;

- Umweltingenieurwesen (Environmental Education, Hortikultur, Naturmanagement, Pflanzenverwendung);
- Facility Management;
- Ab Herbst 2006 wird neu auch ein Studiengang Chemie angeboten.

b) Das Berufsbildungszentrum ist ein Kompetenzzentrum für berufliche Aus- und Weiterbildung. Gegenwärtig betreut die Schule die berufliche Fachausbildung und den allgemeinen Unterricht von:

- Lebensmitteltechnologinnen und Lebensmitteltechnologien;
- Gärtnerinnen und Gärtnern, Fachrichtung Stauden;
- Gärtnerinnen und Gärtnern, Fachrichtung Baumschulen;
- Gemüsegärtnerinnen und Gemüsegärtnern;
- Winzerinnen und Winzern;
- Weintechnologinnen und Weintechnologen;
- Holzküferinnen und Holzküfer;
- Landschaftsbauzeichnerinnen und Landschaftsbauzeichnern;
- Obstbäuerinnen und Obstbauern.

Das Weiterbildungsangebot des Berufsbildungszentrums umfasst Tagungen, Fachkurse, Vorbereitungskurse auf Berufsprüfungen und Meisterprüfungen.

Seit dem Wintersemester 2004/05 werden an der Hochschule Wädenswil rund 600 Studierende und 350 Lehrlinge sowie jährlich rund 3000 Kursteilnehmerinnen und Kursteilnehmer ausgebildet.

## 3. GRÜNDE FÜR DIE AUFLÖSUNG DES KONKORDATS

Mit der Bildung der Fachhochschulen ergab sich für die Schule Wädenswil eine spezielle Situation. Weil im Rahmen der Fachhochschulreform gewisse Vorgaben über Grösse und Zahl der künftigen Fachhochschulen gemacht wurden, war von Anfang an klar, dass sich Wädenswil einen Partner suchen musste, wenn die Ingenieurschule weiterentwickelt werden sollte. Aufgrund des Standorts und der Herkunft der Mehrheit der Studierenden lag die Zusammenarbeit mit dem Kanton Zürich nahe. Durch den Angliederungsvertrag wurde Wädenswil eine Hochschule der Zürcher Fachhochschule mit einer gewissen Autonomie.

Dank der Zusammenarbeit der Hochschule Wädenswil mit dem Kanton Zürich lassen sich die von der Gesetzgebung über die Fachhochschulen geforderten Reformen, vor allem die Schaffung klarer Führungsstrukturen, umsetzen.

Als gleichwertige Zürcher Hochschule, bzw. als Fachbereich der Zürcher Hochschule der angewandten Wissenschaften, wird die Hochschule Wädenswil zu gegebener Zeit direkt in die Entscheidungsprozesse eingebunden werden. Der Weg über den Schulrat und den Konkordatsrat entfällt. Auch die Finanzierung erfolgt in Anbetracht der erwähnten Anbindung über das Hochschulbudget von Zürich.

Mit der vollständigen Übernahme der Hochschule Wädenswil erhält der Kanton Zürich die notwendige Flexibilität zur Schaffung der angestrebten Kompetenzzentren. Damit wird auch eine Forderung des Bundes erfüllt. So kann der Fortbestand dieser Schule, die nicht nur für die Deutschschweiz sondern auch für die deutschsprachigen Schüler aus dem Kanton Freiburg äusserst wichtig ist, gewährleistet werden.

Diese Zielsetzung liesse sich nicht erreichen, wenn das Konkordat beibehalten würde. Mit der Beibehaltung des Status Quo würde man sogar Gefahr laufen, die Entwicklung der Schule zu bremsen. Es ist daher notwendig und im Interesse der Entwicklung der Schweizer Bildungsstrukturen, das Konkordat aufzulösen.

#### **4. KÜNDIGUNG DES KONKORDATS – VORGEHEN BEI DER AUFLÖSUNG**

Dieser Entwurf sieht die Kündigung des Konkordats vom 14. März 1974 betreffend Hochschule und Berufsbildungszentrum Wädenswil vor. Das Konkordat wurde auf unbestimmte Zeit abgeschlossen (Art. 1 Abs. 2), die Mitgliedschaft kann jedoch, gemäss Artikel 14 Abs. 2 unter Beachtung einer zweijährigen Frist auf das Jahresende gekündigt werden. In vorliegendem Falle und in Anbetracht der erwähnten Umstände kann das Problem der Frist jedoch anders gelöst werden. An seiner Sitzung vom 17. Dezember 2004 hat der Konkordatsrat in Anwesenheit der Vertreter aller Konkordatskantone und des Fürstentums Liechtenstein den Beschluss gefasst, dass das Konkordat vom 14. März 1974 auf den 31. Dezember 2006 aufgelöst werden sollte. Dieser Beschluss wurde von allen Vertretern der Konkordatskantone gutgeheissen.

Insofern als das Konkordat kein gemeinsames Organ vorsieht, das seine Kündigung vornehmen kann, kam man überein, dass jeder Kanton die Kündigung gemäss dem ihm eigenen Vorgehen vornehmen sollte. Im Kanton Freiburg ist somit der Grosse Rat für die Kündigung zuständig. Sobald dem Bundesrat alle Kündigungen mitgeteilt worden sind, wird er das Konkordat als gegenstandslos oder, mit anderen Worten, als aufgehoben betrachten.

Der 31. Dezember 2006 wurde als idealer Zeitpunkt für die Auflösung betrachtet, da so ein nahezu nahtloser Übergang vom Konkordat in die Zürcher Hochschule der angewandten Wissenschaften geschaffen werden könnte, die ihren Betrieb voraussichtlich mit dem Studienjahr 2007/08 aufnehmen wird. Daher wird dem Grossen Rat beantragt, die Auflösung auf den 31. Dezember 2006 zu genehmigen.

#### **5. FINANZIELLE AUSWIRKUNGEN**

a) Für die Kantone

Für die Trägerkantone – mit Ausnahme von Zürich – ergeben sich insgesamt Einsparungen, da künftig nur noch

die Pauschalbeiträge gemäss der Interkantonalen Fachhochschulvereinbarung «FHV» vom 12. Juni 2003 für die Studentinnen und Studenten, oder im Berufsschulbereich Schulgelder gemäss den Vereinbarungen und Abkommen (vgl. das Regionale Schulabkommen «RSA 2000» vom 8. Juli 1999 über die gegenseitige Aufnahme von Auszubildenden und die Interkantonale Fachschulvereinbarung vom 27. August 1998 «FSV») bezahlt werden müssen.

Allfällige Defizite gehen zu Lasten des Kantons Zürich. Gestützt auf das Budget 2005 ergaben Berechnungen, dass der Kanton Zürich als Träger pro Jahr mit einer Mehrbelastung von rund 3,8 Millionen Franken rechnen muss. Die anderen bisherigen Trägerkantone werden im gleichen Umfang entlastet.

Während der letzten fünf Jahre, also seit 2001, hat sich der Kanton Freiburg jährlich mit einem Beitrag von durchschnittlich 300 000 Franken am Konkordat beteiligt. Nach der Auflösung des Konkordats, also ab 2007, wird der Kanton Freiburg noch einen Pauschalbeitrag von rund 245 000 Franken pro Jahr für die Studentinnen und Studenten und die Schulgelder bezahlen müssen (was eine Einsparung von rund 18% ausmacht). Diese Zahl hängt jedoch von der Anzahl der eingetragenen Schüler ab und wird daher Schwankungen unterworfen sein.

b) Für die Studierenden

Aus finanzieller Sicht ergeben sich für die Studierenden durch die Auflösung praktisch keine Veränderungen.

#### **6. ERWÄGUNGEN DES SCHULRATS UND DES KONKORDATSRATS**

Der Konkordatsrat hat bei den Kantonen die entsprechenden Schritte unternommen, damit die Auflösung des Konkordats auf den 31. Dezember 2006 und die Überführung der Trägerschaft der Schule auf den Kanton Zürich vollzogen werden kann.

Falls nicht alle Kantone der Kündigung zustimmen und das Konkordat daher nicht aufgehoben werden könnte, müsste ein neuer Anbindungsvertrag und ein Zusammenarbeitsvertrag mit dem Kanton Zürich verhandelt werden. In Anbetracht der Umstände schätzt der Schulrat die Möglichkeit, dass ein Trägerkanton der Auflösung nicht zustimmt, jedoch als gering ein.

Wir laden Sie ein, den beiliegenden Dekretsentwurf zu genehmigen.

## Décret

*du*

### portant dénonciation du concordat concernant la Haute Ecole et le Centre de formation professionnelle de Wädenswil

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu la résolution du 17 décembre 2004 du Conseil de concordat de la Haute Ecole et du Centre de formation professionnelle de Wädenswil;

Vu le message du Conseil d'Etat du 28 mars 2006;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

#### **Art. 1**

Le canton de Fribourg dénonce, avec effet au 31 décembre 2006, le concordat du 14 mars 1974 concernant la Haute Ecole et le Centre de formation professionnelle de Wädenswil (RSF 911.2.2), auquel il a adhéré par décret du 24 février 1983.

#### **Art. 2**

<sup>1</sup> Le présent décret entre en vigueur le 31 décembre 2006.

<sup>2</sup> Il est soumis au referendum législatif.

## Dekret

*vom*

### über die Kündigung des Konkordats betreffend Hochschule und Berufsbildungszentrum Wädenswil

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf den Beschluss des Konkordatsrats der Hochschule und des Bildungszentrums von Wädenswil vom 17. Dezember 2004;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 28. März 2006;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

#### **Art. 1**

Der Kanton Freiburg kündigt seine Mitgliedschaft im Konkordat vom 14. März 1974 betreffend Hochschule und Berufsbildungszentrum Wädenswil (RSF 911.2.2), dem er mit Dekret vom 24. Februar 1983 beigetreten war, auf den 31. Dezember 2006.

#### **Art. 2**

<sup>1</sup> Dieses Dekret tritt am 31. Dezember 2006 in Kraft.

<sup>2</sup> Es untersteht dem Gesetzesreferendum.